

Rr	3												
Rs	Hw												
1	TR.	I.S.	FIN.	AGR.	ENE.	R.D.	ADM.	S.A.	M.B.	CP			

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 18:07 2-07-82 7843 - 000012031

REF N. 121607-SG / BER 12/106

432

TELEX HEBDOMADAIRE NR 91 DU 02.07.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 CONSEIL EUROPEEN (BRUXELLES 28/29 JUIN)

LE PRESIDENT THORN ET LE PRESIDENT ORTOLI ONT RENDU COMPTE A LA COMMISSION DU CONSEIL EUROPEEN DE LUNDI ET MARDI DERNIER (LE TEXTE INTEGRAL DES CONCLUSIONS VOUS A ETE ADRESSE PAR VALISE). LA REUNION A ETE DOMINEE PAR LES QUESTIONS POLITIQUES D'ACTUALITE (CRISE AU MOYEN-ORIENT, TENSIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES ETATS-UNIS) PLUS QUE PAR LES QUESTIONS PROPREMENT COMMUNAUTAIRES. ELLE A PERMIS DE DEGAGER UN TRES LARGE DEGRE D'ACCORD SUR LES ATTITUDES POLITIQUES A PRENDRE SUR LES DEUX GRANDS DOSSIERS D'ACTUALITE, CE QUI EST UN ELEMENT IMPORTANT POUR L'AVENIR, MEME SI LES PROGRES EN MATIERE PROPREMENT COMMUNAUTAIRE SONT PLUTOT LIMITEES. LES QUESTIONS QUI ONT ETE POSEES, COMME PAR EXEMPLE L'ELARGISSEMENT, VONT CONDUIRE LA COMMISSION A APPROFONDIR SA REFLEXION SUR LES DIFFICULTES PRESENTES DE LA COMMUNAUTE.

SUR LE LIBAN ET LE CONFLIT AU MOYEN-ORIENT, LE PRESIDENT MARTENS A INDIQUE DANS LA CONFERENCE DE PRESSE, EN COMPLEMENT AU PASSAGE DU COMMUNIQUE DU CONSEIL EUROPEEN, QUE LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT S'ETAIENT MIS D'ACCORD POUR CONSIDERER QU'IL ETAIT APPROPRIE, DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, DE CONFIRMER LA SUSPENSION DE LA SIGNATURE DU DEUXIEME PROTOCOLE FINANCIER CEE/ISRAEL ET DE SUSPENDRE LA PROCHAINE REUNION DU CONSEIL DE COOPERATION. PAR AILLEURS, ILS AVAIENT NOTE QU'AUCUNE VENTE D'EQUIPEMENT MILITAIRE A ISRAEL N'A LIEU ACTUELLEMENT. SUR LES RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS, M. THORN A NOTE "UNE RARE IDENTITE DE VUES" ENTRE LES MEMBRES DU CONSEIL ET DE LANGAGE ENTRE LES PRESIDENTS DU CONSEIL ET DE LA COMMISSION.

EN PRESENTANT AU CONSEIL L'INVENTAIRE DRESSE PAR LA COMMISSION DU CONTENTIEUX CE/US, LE PRESIDENT AVAIT SOULIGNE L'AMPLEUR DES DIVERGENCES D'APPROCHE SUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE GENERALE (TAUX D'INTERET ET DE CHANGE), LE COMMERCE EST-OUEST (CREDITS A L'EXPORTATION ET GAZODUC), LES RELATIONS NORD/SUD, LA POLITIQUE AGRICOLE ET LA POLITIQUE COMMERCIALE, PARTICULIEREMENT VIS-A-VIS DES PARTENAIRES MEDITERRANEENS DE LA COMMUNAUTE.

LE PRESIDENT THORN, QUI VOULAIT EXCLURE A CE STADE LE RECOURS A DES MESURES DE RETORSION, AVAIT PROPOSE UNE APPROCHE SELECTIVE DES DIVERS DOSSIERS : RECHERCHE D'"ARRANGEMENTS" BILATERAUX SUR LE DOSSIER DE L'ACIER, LE PLUS BRULANT, CONTESTATIONS RIGOU-

Global Teleg.

Global Teleg.

Global Teleg.

Global Teleg.

Global Teleg.

Global Teleg.

REUSES DANS TOUTES LES ENCEINTES APPROPRIEES ET UNE CAMPAGNE D'INFORMATION ET D'EXPLICATION AUX ETATS-UNIS SUR LES DANGERS QUE COMPORTE LA DEGRADATION ACTUELLE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PARTENAIRES.

LORS DE LA CONFERENCE DE PRESSE FINALE, LE PRESIDENT THORN A INDIQUE, EN REPOSE A UNE QUESTION, QUE LE COMPORTEMENT ACTUEL DES USA L'AMENAIT PERSONNELLEMENT A S'INTERROGER SI LES CONDITIONS POUR UNE REUNION MINISTERIELLE DU GATT SERAIENT SATISFAISANTES.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL ''PECHE'' (28/29 JUIN)

LE CONSEIL A PRATIQUEMENT CONSACRE SA SESSION A LA DEFINITION DES TAC ET DES QUOTAS POUR 1982. IL A ETE SAISI EN FIN DE SESSION D'UNE NOUVELLE PROPOSITION DE LA COMMISSION QUI S'ETAIT ASSUREE QUE CETTE NOUVELLE INITIATIVE CORRESPONDAIT A UN SOUHAIT UNANIME DU CONSEIL ET QUE CELUI CI SERAIT CONVOQUE A NOUVEAU ENCORE EN JUILLET. (EN FAIT, LA DELEGATION DANOISE, SOUMISE A DE FORTES PRESSIONS INTERNES, ETAIT DANS L'INCAPACITE D'ENGAGER LA NEGOCIATION SUR LES PROPOSITIONS INITIALES DE LA COMMISSION ALORS QUE LA GRANDE MAJORITE DES AUTRES DELEGATIONS ETAIT PRETE A RECHERCHER UN ACCORD ET TEMOIGNER D'UNE CERTAINE SOUPLESSE).

LE CONSEIL N'A DONC PRATIQUEMENT PAS DISCUTE LES AUTRES POINTS DE SON O.J. : REGLEMENT DE BASE ET PROBLEMES DE L'ACCES, MESURES STRUCTURELLES, VOLET EXTERNE ET REGLEMENTS D'APPLICATION DE LA NOUVELLE ORGANISATION COMMUNE DE MARCHÉ. IL S'EST BORNE A ADOPTER FORMELLEMENT LES REGLEMENTS DEJA ACCEPTES EN PRINCIPE LE 15 JUIN ET PROROGER JUSQU'A SA PROCHAINE SESSION LE REGIME INTERIMAIRE POUR LES ACTIVITES DE PECHE.

2.2 CONSEIL ''AGRICULTURE'' (28 JUIN)

SUITE AUX DECISIONS MONETAIRES DU CONSEIL DU 14 JUIN, LE CONSEIL A ADOPTE UNE PROPOSITION DE LA COMMISSION VISANT L'ADAPTATION IMMEDIATE DES TAUX VERTS POUR LA COURONNE DANOISE, LA LIVRE IRLANDAISE ET LE DRACHME, DE SORTE QU'IL N'Y AIT PAS DE NOUVEAUX MCM POUR CES MONNAIES.

PAR CONTRE, LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE N'ONT PU SUIVRE LA DEMANDE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS D'ADAPTER AVEC EFFET IMMEDIAT LE TAUX REPRESENTATIF DU FRANC FRANCAIS DANS LES SECTEURS DE LA VIANDE DE PORC ET DU MOUTON. (LA COMMISSION AVAIT PROPOSE CETTE ADAPTATION POUR CES SECTEURS A PARTIR DU 1ER NOVEMBRE 1982 EN REPORTANT A LA PROCHAINE CAMPAGNE L'ADAPTATION POUR LES AUTRES SECTEURS. PLUSIEURS DELEGATIONS SE SONT OPPOSEES A UNE POLITIQUE

AGRI-MONETAIRE SELECTIVE CONDUISANT, A LEUR AVIS, A DES DISTORSIONS DE CONCURRENCE).

2.3 ACIER

SUITE A L'AVIS CONFORME DU CONSEIL DONNE LE 8 JUIN, LA COMMISSION A ADOPTE LE 30 L'ENSEMBLE DES DECISIONS PROLONGEANT POUR 12 MOIS LE SYSTEME DE SURVEILLANCE ET QUOTAS DES PRODUITS SIDERURGSIQUES INSTAURE AU TITRE DE L'ARTICLE 58 DU TRAITE CECA (ETAT

CETTE DECISION NE DIFFERE DE LA PRECEDENTE QUE PARCE QU'ELLE INTRODUIT EGALEMENT LE FIL MACHINE DANS LE SYSTEME DES QUOTAS ET COMPORTE DES ARTICLES PERMETTANT DE FAIRE LA LIAISON AVEC LA POLITIQUE DE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE QUE LA COMMISSION POURSUIT PAR AILLEURS.

LE J.O. DU 1ER JUILLET CONTIENDRA EGALEMENT LES TAUX D'ABATEMENT CONCERNANT LES PRODUITS SOUMIS AU REGIME DES QUOTAS POUR LE 3EME TRIMESTRE 1982. CES TAUX, EXTREMEMENT SEVERES, REFLETENT LES DIFFICULTES DANS LESQUELLES SE TROUVE LE SECTEUR DE L'ACIER.

2.4 TOURISME

LA COMMISSION A APPROUVE UNE COMMUNICATION AU PARLEMENT ET AU CONSEIL QUI DEFINIT LES PREMIERES ORIENTATIONS D'UNE POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DU TOURISME. LA COMMISSION Y DEGAGE L'IMPORTANCE DU TOURISME DANS L'ECONOMIE DE LA COMMUNAUTE, PRESENTE UNE SYNTHESE DES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES ADOPTEES JUSQU'ICI QUI ONT EU UN IMPACT POSITIF SUR LE TOURISME ET INDIQUE QUELQUES ACTIONS PRIORITAIRES QUI POURRAIENT ETRE ENVISAGEES DANS UN PROCHE AVENIR, NOTAMMENT : L'ETALEMENT DES CONGES, DES MESURES PARTICULIERES EN FAVEUR DES JEUNES TRAVAILLEURS ET DES PENSIONNES, LE DEVELOPPEMENT DE NOUVELLES FORMES DE TOURISME, COMME LE TOURISME RURAL. LES DISCUSSIONS QUE CETTE COMMUNICATION SUSCITERA AU PARLEMENT ET AU CONSEIL DEVRONT PERMETTRE A LA COMMISSION D'ELABORER ENSUITE DES PROPOSITIONS CONCRETES.

3. ELARGISSEMENT

3.1 CONSEIL EUROPEEN

DEVANT LA PRESSE, A L'ISSUE DES TRAVAUX DU CONSEIL EUROPEEN, LE PRESIDENT MARTENS DEVAIT INDIQUER QUE SUR L'ELARGISSEMENT (NON CITE DANS LE COMMUNIQUE FINAL), LE CONSEIL A CONFIRME SES DECLARATIONS ANTERIEURES, ET NOTAMMENT CELLE FAITE A LONDRES EN NOVEMBRE 81, SUR LA VOLONTE DES ETATS MEMBRES DE FAIRE AVANCER LES NEGOCIATIONS D'ADHESION AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL.

EN MEME TEMPS, LE CONSEIL EUROPEEN A DEMANDE A LA COMMISSION DE FAIRE UN INVENTAIRE DES PROBLEMES POSES PAR L'ELARGISSEMENT POUR LES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES ET POUR CHACUN DES ETATS MEMBRES. ELLE FORMULERA DES PROPOSITIONS APPROPRIEES. LE CONSEIL EUROPEEN EST CONVENU QUE CES PROPOSITIONS SERONT TRAITEES AVEC TOUTE LA DILIGENCE NECESSAIRE.

DE SON COTE, LE PRESIDENT THORN A DECLARE QU'IL EST IMPORTANT QUE TOUTE AMBIGUITE SOIT LEEVEE SUR LA DISPONIBILITE POLITIQUE DES DIX DE PROCEDER A L'ELARGISSEMENT : CELLE CI RESTE ACQUISE'. LE RAPPORT DEMANDE A LA COMMISSION EST INTERNE A LA COMMUNAUTES ET NE DEVRAIT NORMALEMENT PAS RALENTIR LE CALENDRIER COURANT DES NEGOCIATIONS.

3.2 ESPAGNE

LE COMITE MIXTE PARLEMENT EUROPEEN/CORTES S'EST REUNI A MADRID DU 24 AU 26 JUIN.

Global Telegram

Global Telegram

Global Telegram

DECA

Global Telegram

Global Telegram

LE VICE-PRESIDENT, NATALI A FAIT LE 25, EN PRESENCE DE NOMBREUX MEMBRES DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL, LE POINT SUR LES NEGOCIATIONS A LA SUITE DE LA CONFERENCE AU NIVEAU MINISTERIEL A LUXEMBOURG, EXPRIMANT L'ESPOIR QUE LA SESSION DES SUPPLEANTS DE JUILLET PERMETTRA D'ENREGISTRER DE NOUVEAUX PROGRES.

LES PARLEMENTAIRES DEVAIENT TRAITER ENTRE AUTRES DE DEUX RAPPORTS SUR L'AGRICULTURE ET L'UNION DOUANIERE.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 RELATIONS AVEC LES USA

A L'ISSUE DU CONSEIL EUROPEEN, LES PRESIDENTS MARTENS, THORN ET TINDEMANS ONT RECU LES AMBASSADEURS DES USA A BRUXELLES.

LES SIGNATAIRES DU CODE SUR LES SUBVENTIONS ONT ETE CONVOQUES SPECIALEMENT A GENEVE LE 15 JUILLET ET LA COMMUNAUTE A EVOQUE LES 28/29 JUIN DEVANT LE CONSEIL DU GATT LE SYSTEME DISC APPLIQUE AUX USA (CE SYSTEME ABOUTIT A DIFFERER PENDANT UNE DUREE INDEFINIE LE PAIEMENT D'UNE PARTIE DE L'IMPOT SUR LE REVENU DE SOCIETES US DU PAR LEURS FILIALES EXPORTATRICES. LE COUT ANNUEL POUR LE TRESOR DE CETTE MESURE, QUI S'ANALYSE AU GATT EN UNE SUBVENTION A L'EXPORTATION, A ETE ESTIME PAR LE US TREASURY A ENVIRON UN MILLIARD ET DEMI DE DOLLARS EN 1980-81-82).

LA COMMUNAUTE A RECU L'APPUI TOTAL D'UNE DOUZAINNE DE PAYS (Y COMPRIS LE CANADA, LES PAYS NORDIQUES, LA SUISSE, LE JAPON, LE BRESIL, L'INDE) : LA DELEGATION USA DEMEURE TOTALEMENT ISOLEE DANS SON OPINIONS QUE LE SYSTEME DISC EST CONFORME AUX DISPOSITIONS

GATT (ET CECI MALGRE LE RAPPORT D'UN PANEL QUI A CONCLU SUR SA CULPABILITE).

4.2 PAYS DE L'AELE

A) AUTRICHE

A L'INVITATION DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN, LE PRESIDENT THORN A RENDU UNE VISITE OFFICIELLE A VIENNE LES 24 ET 25 JUIN. L'AUTRICHE EST LE QUATRIEME PAYS DE L'AELE QUE LE PRESIDENT A VISITE, APRES LE PORTUGAL, LA SUISSE ET LA FINLANDE.

LES DISCUSSIONS ONT PORTE SUR LES QUESTIONS INTERNATIONALES INTERNATIONALES D'ACTUALITE, TELLES QUE LA SITUATION AU LIBAN ET LES RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS, AINSI QUE, SUR UN CERTAIN NOMBRE DE QUESTIONS BILATERALES ET SUR LES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES PAYS DE L'AELE.

LE CHANCELIER FEDERAL A REMIS AU PRESIDENT THORN LA REPONSE A L'OFFRE DE LA COMMUNAUTE DE NEGOCIER AVEC L'AUTRICHE UN ACCORD GLOBAL DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS.

EN MARGE DE LA VISITE, LE PRESIDENT A EU UN ENTRETIEN AVEC M. RYDBECK, COMMISSAIRE GENERAL DE L'UNRWA, CONCERNANT LES POSSIBILITES D'AIDE AUX REFUGIES DU LIBAN.

PAR AILLEURS, M. HAJEK, MINISTRE AUTRICHIEN DE L'AGRICULTURE, A RENDU VISITE A M. DALSAGER LE 28 JUIN. LES CONVERSATIONS ONT PORTE SUR DIFFERENTES QUESTIONS RELATIVES AU COMMERCE DE PRODUITS AGRICOLES.

B) HIGH LEVEL TALKS EC-NORWAY

VICE-PRESIDENT HAFERKAMP MET WITH MR. S. STRAY, THE NORWEGIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS AND MR. A. SKAUGE, THE NORWEGIAN MINISTER FOR TRADE AND SHIPPING ON 28 AND 29 JUNE IN BRUSSELS.

AT THIS SECOND HIGH LEVEL MEETING BETWEEN THE COMMUNITY AND NORWAY THE TWO PARTIES AGREED THAT THE FREE TRADE AGREEMENT HAS BEEN FUNCTIONING TO THE FULL SATISFACTION OF BOTH PARTIES. THEY ALSO NOTED WITH SATISFACTION THAT COOPERATION HAS EXPANDED INTO A LARGE NUMBER OF NEW IMPORTANT AREAS, INCLUDING SHIPPING, AIR AND LAND TRANSPORT, ENVIRONMENT AND CONSUMER PROTECTION, ENERGY AND NORTH-SOUTH-QUESTIONS, AS WELL AS ECONOMIC AND MONETARY POLICIES.

CONTACTS CONCERNING DEVELOPMENT ASSISTANCE AND NORTH-SOUTH ISSUES WERE ALSO ESTABLISHED ON THE BASIS OF AN EXCHANGE OF LETTERS OF 15 MARCH 1982.

IT WAS AGREED TO ESTABLISH INFORMAL CONTACTS IN THE FIELD OF INDUSTRIAL POLICY (FIRST TALKS IN OSLO IN THE AUTUMN 1982).

THE DISCUSSION OF A NUMBER OF CURRENT INTERNATIONAL ECONOMIC ISSUES SHOWED A LARGE CONSENSUS OF OPINION.

4.3 CREDITS A L'EXPORTATION

LE CONSEIL A LE 30 JUIN MARQUE SON ACCORD SUR LA DERNIERE PROPOSITION DE M. WALLEN, PRESIDENT DES REUNIONS DES PARTICIPANTS A L'ARRANGEMENT SUR LES CREDITS A L'EXPORTATION BENEFICIANT D'UN SOUTIEN PUBLIC, ETANT ENTENDU QUE :

- L'ENGAGEMENT DE NON DEROGATION PREND EFFET AU 15 OCTOBRE 1982 ET COUVRE TOUTES LES OPERATIONS AVEC SOUTIEN PUBLIC, QUELLE QUE SOIT LA FORME DE CE SOUTIEN,
- LES MODIFICATIONS DES CONDITIONS DE CREDIT POUR LA CATEGORIE I NE SONT PAS APPLICABLES A LA GRECE ET A L'IRLANDE JUSQU'AU 1ER MAI 1983.

LA COMMISSION A COMMUNIQUE AUSSITOT CE QUI PRECEDE A M. WALLEN. PARALLELEMENT, ELLE A ENTAME LES CONSULTATIONS AVEC LES AUTRES PARTICIPANTS DANS LE BUT D'OBTENIR LE REGIME TRANSITOIRE EN QUESTION.

4.4 CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

M. DALSAGER A PARTICIPE A LA 8EME SESSION MINISTERIELLE DU CMA QUI S'EST TENUE A ACAPULCO (MEXIQUE) DU 21 AU 24 JUIN.

LES DEBATS ONT ETE CONCENTRES SUR TROIS SUJETS : MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES ALIMENTAIRES, CONSTITUTION D'UNE RESERVE DE CEREALES APPARTENANT AUX PVD ET PROBLEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE.

SUR LES STRATEGIES ALIMENTAIRES, LE CONSEIL S'EST FELICITE DES INITIATIVES QUE LA CEE A PRISES DANS CE DOMAINE.

Global Telegram
Global Telegram
Global Telegram
Global Telegram

Global Telegram
Global Telegram
Global Telegram
Global Telegram

LA CONSTITUTION D'UNE RESERVE DE CEREALES DE 1,3 MIO DE T. APPARTENANT AUX PVD ETAIT LA PROPOSITION PRINCIPALE SOUMISE AU CMA. LE BESOIN D'INTEGRER CES RESERVES DANS LES POLITIQUES NATIONALES DE PRODUCTION A ETE SOULIGNE ET LE CMA A CHARGE SON PRESIDENT D'APPROFONDIR CETTE PROPOSITION PAR UNE SERIE DE CONSULTATIONS.

LE CONSEIL A EXPRIME SA PREOCCUPATION DEVANT LA DETERIORATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE. UN APPEL A ETE LANCE AUX GOUVERNEMENTS DES PAYS AFRICAINS AFIN QU'ILS ACCORDENT UNE PRIORITE PLUS GRANDE A LA DEFINITION ET A LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ALIMENTAIRE. DE MEME, LES DONATEURS ONT ETE INVITES A INTENSIFIER LEUR ASSISTANCE EN COMPLEMENT A CET EFFORT AFRICAIN ACCRU.

LA NEUVIEME SESSION DU CONSEIL, QUI AURA LIEU A NEW YORK EN 1983, TRAITERA EN PARTICULIER DE LA RELATION ENTRE LE COMMERCE AGRICOLE INTERNATIONAL ET LES PROBLEMES ALIMENTAIRES DES PVD.

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

5.1 CONCERTATION SUR LES PROCEDURES BUDGETAIRES

MERCREDI 30, LES PRESIDENTS DANKERT, TINDEMANS ET THORN ONT SIGNE AU SIEGE DE LA COMMISSION LA DECLARATION COMMUNE DES TROIS INSTITUTIONS VISANT A ASSURER UN MEILLEUR DEROULEMENT DE LA PROCEDURE BUDGETAIRE. LE CHOIX DU BERLAYMONT TEMOIGNE DU ROLE JOUE PAR LA COMMISSION DANS LE RAPPROCHEMENT DES POSITIONS.

L'ACCORD PORTE PRINCIPALEMENT SUR :

A) LA CLASSIFICATION DES DEPENSES, TANT AU NIVEAU DES CRITERES POUR LES DEPENSES OBLIGATOIRES (CELLES NECESSAIRES POUR PERMETTRE A LA COMMUNAUTE DE FAIRE FACE A SES OBLIGATIONS INTERNES OU EXTERNES DECOULANT DES TRAITES OU DES ACTES DERIVES) QUE POUR LA CLASSIFICATION DES LIGNES BUDGETAIRES NOUVELLES : CELLE-CI S'EFFECTUERA SUR PROPOSITION DE LA COMMISSION, D'UN COMMUN ACCORD ENTRE LES AUTORITES BUDGETAIRES, ET REVET UN CARACTERE PROVISOIRE SI L'ACTE DE BASE N'EST PAS ENCORE ARRETE.

B) LE FAIT QUE L'EXECUTION DE CREDITS INSCRITS AU BUDGET POUR TOUTE NOUVELLE ACTION COMMUNAUTAIRE SIGNIFICATIVE NECESSITE L'ARRET PREALABLE D'UN REGLEMENT DE BASE. (LES PREOCCUPATIONS DU CONSEIL A CET EGARD ONT DONC ETE RECONNUES).

C) LA COLLABORATION ENTRE LES INSTITUTIONS : UNE CONCERTATION EST ENGAGEE ENTRE LES TROIS PRESIDENTS DES QU'APPARAIT UN DESACCORD SUR L'AUGMENTATION DES DEPENSES NON OBLIGATOIRES. L'AUTORITE BUDGETAIRE S'ENGAGEANT A ACHEVER LA PROCEDURE AFIN DE PERMETTRE D'ARRETER LE BUDGET AVANT LA FIN JANVIER AU PLUS TARD.

D) LA "MARGE DE MANOEUVRE" DU PARLEMENT (AU MOINS LA MOITIE DU TAUX MAXIMAL) S'APPLIQUE AU PROJET DE BUDGET ETABLI PAR LE CONSEIL EN PREMIERE LECTURE. EN OUTRE, LES PLAFONDS FIXES PAR LES REGLEMENTS EXISTANTS SERONT RESPECTES MAIS IL CONVIENDRA D'EVITER LA FIXATION DE MONTANTS MAXIMA PAR REGLEMENT OU L'INSCRIPTION DE MONTANTS GE SITUANT AU DESSUS DES POSSIBILITES REELLES D'EXECUTION.

5.2 DELEGATIONS EXTERIEURES

A) WASHINGTON

SIR ROY DENMAN, DIRECTEUR GENERAL DES RELATIONS EXTERIEURES, A ETE OFFICIELLEMENT NOMME CHEF DE LA DELEGATION DE LA COMMISSION AUX ETATS-UNIS A COMPTE DU 1ER SEPTEMBRE. IL Y REMPLACE ROLAND DE KERGORLAY APPELE AUX FONCTIONS DE CONSEILLER HORS CLASSE AUPRES DU PRESIDENT HAFERKAMP. SIMULTANEMENT, LA COMMISSION A DE-

CIDE DE RENFORCER SUBSTANTIELLEMENT SA DELEGATION A WASHINGTON POUR QU'ELLE PUISSE FAIRE FACE AUX TACHES CONSIDERABLES LIEES AUX DIFFICULTES PRESENTES AVEC LES ETATS-UNIS.

B) NATIONS UNIES A NEW YORK

LA COMMISSION A NOMME MICHAEL HARDY CHEF DE SA DELEGATION AUPRES DES NATIONS UNIES (AU GRADE A2). AGE DE 49 ANS, MICHAEL HARDY EST ENTRE DANS LES COMMUNAUTES EN 1973 APRES UNE LONGUE CARRIERE DANS LES SERVICES DES NATIONS UNIES.

E. NOEL. SECRETAIRE GENERAL. COMEUR
NNNN